

## Développement durable

Une délégation de Longo maï et du Forum Civique Européen avait été invitée à Madagascar en novembre 2000 pour assister aux «2ème Fora des Villages et Cités du Monde», fondés sur la colline de Longo maï en 1997.

La manifestation ayant été repoussée à une date ultérieure, nous avons saisi cette occasion pour faire le tour des projets et réalisations des membres du groupe Mahaleo, pour mieux connaître leur vie et leurs pratiques. En effet, les sept musiciens de ce groupe extrêmement populaire à Madagascar sont tous engagés dans des domaines très divers pour un développement autodéterminé avec la population de l'île. Nous publions ici un entretien avec Dama, le député-chanteur

**Nicolas:** Le développement durable, comment vois-tu ça?

**Dama:** Il y a une philosophie malgache qui dit: l'homme est un tout, c'est-à-dire que nous ne faisons pas de séparation entre la raison et le corps; ils vont de pair. La base de tout ça, c'est ce que nous appelons ici le «*fanahy*», la sagesse acquise pendant des millénaires à travers nos ancêtres et puis aussi ce que nous appelons la place du cœur. L'homme pour nous est constitué par trois unités inséparables, la pensée, le corps et le *fanahy*. Une chanson dit: «*même si tu es fort, même si tu es beau, si tu n'as pas le fanahy, le cœur, tu n'es qu'en plaqué-or, une coquille vide*». C'est pour ça que nous travaillons en tant qu'artistes — j'ai fait beaucoup de chansons en m'inspirant de la culture malgache. On ne sépare jamais les trois. Nous disons aussi que la pensée c'est le politique, le corps c'est l'économie et le *fanahy* c'est la culture. Tout ça devrait être ensemble. Nos politiciens ici, le gouvernement, ont tendance à diriger le pays seulement avec la tête et le corps, la politique et l'économie, les finances, les infrastructures. Ils mettent en place une politique bien ficelée autour des structures et infrastructures et font de très bons montages financiers; ils pensent qu'on peut gérer le pays ainsi. Mais ça ne tient pas compte de la culture, alors que c'est le fondement. Pourquoi? Parce que la population de Madagascar vit encore majoritairement à la campagne (autour de 75%) et vit au rythme de la nature, des saisons, des travaux des champs. Si tu demandes à un paysan à

combien de kilomètres est un village, il n'arrive pas à te le dire exactement, car ce n'est pas une unité de mesure pour lui, elle est importée. Si tu demandes à combien de temps est ce village, il peut te répondre, mais il ne te dira pas non plus à combien d'heures. Il te dira: le temps de cuire une fois ou deux fois le riz. Pour eux, le temps se mesure aux tâches quotidiennes. Je pense que pour concevoir un développement durable, il faut que le projet soit monté en tenant compte de ces deux rythmes de temps, de vitesses différentes entre la ville et la campagne. Parce qu'entre la ville et la campagne à Madagascar, il y a un très grand fossé, la différence entre les nantis et les autres est incroyable, sur le plan matériel bien sûr. Quand on monte un projet, en général, les bailleurs de fonds des métropoles ont toujours ce qu'on appelle l'obligation de résultats. Pour eux, le temps c'est de l'argent. Il faut que ce soit utilisé comme ceci, et cela par exemple en deux ans. Donc tu planifies, mais sans avoir vraiment pris le temps d'étudier le rythme du projet, en ville ou à la campagne. Même en ville, dans les bas quartiers, la majorité des gens vient de la campagne, ils ont toujours cette notion du temps, on appelle ça le «*moula-moula*». On peut le prendre en négatif ou en positif. Tu peux dire: «*oh, vous les Mal-*

*gaches, vous êtes trop mouramoura pour nous Européens*». Effectivement, par rapport à une logique rationnelle du «*temps = argent*», une logique purement économique, c'est vrai. Mais si tu veux vraiment tenir compte du rythme des gens, des cultures, je pense qu'un projet doit réellement coller aux réalités socioculturelles de l'endroit où il est fait. Donc, prendre le temps d'être avec les gens d'abord. Comme pour les partenaires européens, le temps c'est de l'argent, nous devons faire tout un travail de communication, d'argumentation, de sensibilisation pour leur expliquer que pour qu'un projet soit durable, il faut une très longue préparation et y mettre beaucoup plus de moyens financiers que dans la réalisation.

**Nicolas:** L'exemple des hornes fontaines que vous avez installées avec la population de plusieurs villages est parlant. Vous avez mis deux ans à préparer le projet avec les gens, pour que la décision soit partagée par tous, mais une fois qu'elle a été prise, la réalisation du réseau d'eau potable a été très rapide.

**Dama:** Ce qui était très important dans ce projet d'eau potable, était de faire adopter le projet général dans ce village. Les gens là-bas ont survécu pendant des siècles sans eau potable, malgré les maladies, donc ce n'est qu'après de longues discussions qu'on a pu définir avec eux ce qu'ils voulaient vraiment. Au début, dans le village de Sambalahy, il y avait plusieurs courants d'idées: ceux qui voulaient construire un petit marché tandis que les autres préféraient une école, quand les troisième disaient que c'était peut-

être bien l'eau qu'il fallait. Ils se sont décidés finalement pour l'eau potable non après une seule discussion ou un vote à main levée à la majorité, mais après de multiples discussions entre hommes, femmes, vieux, tout le monde, pour la recherche d'un consensus. Puis ils se sont demandé, l'eau potable c'est quoi, est-ce qu'on a les moyens, etc. Ensuite, comment faire pour que le projet d'eau potable soit vraiment un projet durable. Il faut que les villageois soient convaincus que c'est leur projet et non pas celui de l'ONG qui apporte la technique ou celui de l'État. Vous avez remarqué la différence entre la bonne-fonction du comité et celle de la commune. Celle-là est à tout le monde, mais quand elle est cassée, personne n'est responsable. Mais celle du comité est propre, fleurie et quand quelque chose est cassé, une petite caisse pourvait aux réparations. Pour y arriver, il a fallu un travail d'animation, de discussions. «*C'est quoi l'eau*», il très important de bien discuter là-dessus, nous qui avons toujours vécu en ville où on avait l'eau courante à la maison, nous ne nous posons même plus la question

le robinet et on l'utilise, et les parents nous ont toujours dit, «*lave-toi les mains, lave-toi les dents avant de te coucher*», depuis la naissance nous sommes habitués à ça. Mais à la campagne, l'eau est pour les rizières... Si les rizières manquent d'eau, c'est très grave, s'il n'a pas plu, si les sources se tarissent, c'est très grave. L'eau est avant tout destinée aux cultures, puis aux animaux, après pour faire cuire les aliments, puis vient

### Pourquoi ces bûchers?

L'abattage massif d'animaux sains, présenté comme une fatalité, nous est intolérable. Éleveurs de chèvres, de chevaux, de taureaux en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, nous avons pris solidairement notre décision: si le cas se présente, nous nous opposerons à l'abattage de nos troupeaux. La fièvre aphteuse, maladie animale, ne présente aucun danger pour l'homme. On peut sans risque manger des produits (lait, fromages, viande) issus de bêtes porteuses de cette maladie.

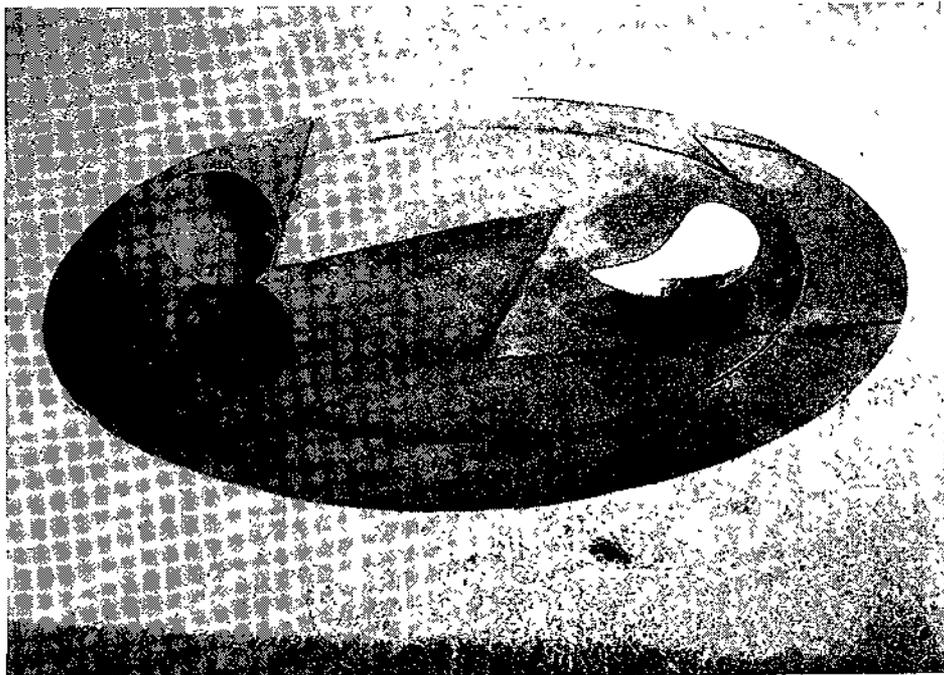
Il n'y a donc pas de menace sur la santé publique.

La fièvre aphteuse est une maladie pénible pour les animaux atteints, mais cette maladie se soigne et se guérit. La bête n'est pas condamnée. Nous appartenons à cette espèce d'éleveurs qui préfèrent, le cas échéant, soigner leurs animaux. Il nous semble que cela fait partie de notre métier. Nous n'allons pas laisser condamner nos bêtes au nom d'une «logique» économique qui assimile un élevage à une usine et un animal à une pièce mécanique que l'on détruit quand elle risque de se vendre moins bien.

Nous appelons au débat public dans toute l'Europe sur ce sujet. Et tant que la sagesse officielle entretiendra des bûchers, nous saurons, s'il le faut, prendre, non pas les armes, mais le maquis. Avec nos bêtes.

Il faut que nous soyons nombreux, solidaires, le jour où l'un d'entre nous sera touché.

Contactez Pierre Modange  
249 av. Ph. Degirard, F-84400 Apt  
Tel 00 33 (0)4 90 04 79 32  
modange@club-internet.fr



Pond, Alison Wilding, 1983, DR

l'eau à boire mais ce n'est pas encore l'eau pour se laver. Alors quand tu as mis la borne-fontaine en place, tu es étonné de ce que les enfants mettent du temps à se laver les pieds, les mains, les dents, les vêtements. C'est tout un travail d'éducation et de sensibilisation. Que l'eau potable arrive maintenant à la maison, est très important pour les femmes parce qu'avant, elles faisaient des kilomètres pour la chercher. Vous avez entendu à Ambato, quand j'ai demandé à une femme comment ça se passait maintenant qu'ils ont l'eau à portée de main, elle a répondu que les enfants, avant de se coucher commencent à se laver les pieds, les mains. Ça va doucement. Si on commence par définir le temps en disant qu'en trois ans il faut que le projet marche, ça ne va pas marcher. Il faut beaucoup de temps pour que les gens s'approprient l'eau, les ressources...

**Nicolas:** C'est un grand principe dans le développement durable de ne pas donner les choses, mais d'accompagner les gens dans leurs choix, non?

**Dama:** Oui, avant que l'eau potable arrive dans le village, un travail sur «c'est quoi l'eau» est indispensable. Cette eau potable réduira le nombre d'enfants malades de diarrhée pendant la saison des pluies et bien sûr le temps que les femmes passent à la chercher, comme ça, elles disposent de plus de temps. Mais l'eau n'arrive pas du ciel dans la cour du village. Il faut creuser, il faut d'abord trouver la source en haut du village. Ensuite nous construisons un système basé sur le principe de la gravitation. On capte la source dans la montagne avec un système hermétique et un tuyau la transporte vers un réservoir d'où elle est conduite aux différents hameaux du village. Les habitants de cinq à dix maisons sont responsables pour une borne-fontaine. Ce sont eux qui s'occupent des briques et des planches pour la clôture, des pierres, du sable. Tous les matériaux locaux sont à la charge des villageois, et c'est bien sûr eux qui fournissent la main-d'œuvre pour creuser les canaux et aider les spécialistes à monter le système. Telle est l'approche avec les gens et pas seulement de leur dire que s'ils veulent de l'eau potable il faut participer. Bien sûr ils participeront, mais une fois que les spécialistes seront partis, si le robinet fuit, ils attendront que l'ONG vienne le réparer. Si

on leur dit que pour avoir le financement, il faut participer, ils s'y mettront, mais si tu n'as pas vraiment mené les discussions en profondeur, cherché une cohésion dans le village, comme levier pour travailler ensemble, comment creuser les canaux, comment s'organiser pour faire le réservoir, (car c'est un gros bassin en béton qui demande une grande main-d'œuvre, toute une organisation) ça ne marche pas. En même temps, comment gérer l'après, car les paysans ont fourni beaucoup de travail, de temps, de forces et d'argent. Alors ils deviennent les protecteurs du projet et ils mettent en place les structures pour gérer chaque borne-fontaine, en général, c'est mieux que des femmes soient responsables pour chaque borne-fontaine – elles savent ce que c'est que de chercher de l'eau à des kilomètres. Le comité fixe une cotisation chaque année pour entretenir la borne, ou la clôture pour la protéger contre les zébus ou les fleurs pour la décorer. Quand c'est sale, il faut nettoyer. Tout ça aussi est important pour préparer les villageois à gérer de l'argent, car ce n'est pas évident. L'Europe a une expérience millénaire par rapport à l'argent, vous avez déjà «la culture» de l'argent, les prêts, crédits, etc., mais nous non, chez nous existait encore le troc il n'y a pas si longtemps. L'argent est venu plus tard, avec la colonisation. C'est donc une autre paire de manches pour apprendre à gérer l'argent. Comment avons-nous procédé? L'ONG qui fait l'adduction d'eau potable, «Fikrifama», est une ONG malgache mais soutenue par des églises catholique et protestante étrangères. Leur idée était de créer une petite mutuelle autour des bornes-fontaines. Le robinet ne casse pas tous les ans, alors que chaque année ils doivent verser entre 5 et 10.000 francs malgaches (5-10 FF), par adulte de chaque maison. Comme chaque borne concerne entre 5 et 10 maisons, on arrive à environ à 10-20 personnes qui payent, donc environ 100.000 FMG d'entretiens par an, en 5 ans, 500.000. Un robinet coûte environ 100 000 FMG, et chaque village a environ 10 bornes-fontaines, ce qui fait déjà 5 millions. Cela leur fait une petite économie qui peut aussi servir à étendre le réseau, car la population pousse très vite dans les villages. Ce sera le jeu apporté pour la demande d'une extension. En cinq ans, il faut aussi arriver à ce que ces pay

sans soient capables de négocier avec les ONG plutôt que de quémander. Si tu leur proposes comme ça un projet d'eau potable, demain ils veulent une école, puis d'autres vont demander des crédits pour telle ou telle chose et à la fin tu règles tous les problèmes du village à leur place. J'appellerai ça plutôt que du développement intégré, de l'assistanat intégré. Cela ne doit pas se passer ainsi. Il faut ensemble se préparer à savoir négocier, avoir confiance en soi-même pour pouvoir plus tard se passer d'intermédiaires ou de politiciens, ...

**Nicolas:** de députés par exemple.

**Dama:** oui, oui, oui, évidemment! C'est un travail de longue haleine et si on veut vraiment faire du développement durable, il y a un dicton chinois qui dit «pour faire

1000 kilomètres il faut commencer par le premier mètre». Le plus important c'est la préparation des gens, l'information. Ça ne s'est jamais fait de transformer les villageois en négociateurs. On a toujours parlé à leur place et on a toujours tendance à les «aider», dans un sens charitable; ce n'est pas fait en sorte qu'ils se prennent en main eux-mêmes et qu'ils deviennent acteurs. C'est facile à dire comme ça au micro, mais sur le terrain, c'est autre chose. Il faut beaucoup de patience, se prendre le temps. D'ailleurs, si on appelle ça «durable» c'est qu'il faut beaucoup de temps. Mais souvent on pense «durable» dans la projection au futur du projet, il faut qu'il dure longtemps, mais on ne pense jamais qu'en amont aussi, la préparation doit être durable. Et comme ça, le projet durera.

Agence hors normes, elle annonce le plaisir de découvrir la différence de l'autre avec pour objectif de participer et faire participer au développement des régions traversées

Leur projet de tourisme alternatif est né en 1986. Il a fallu trois années de lutte entêtée et de siège acharné auprès des administrations pour obtenir le droit de fonctionner. Pas facile, dans ce pays où le corrupteur a priorité sur l'honnête citoyen, surtout si celui-ci vient de passer douze ans à l'ombre, logé, nourri et torturé aux frais du roi. Pas facile non plus de trouver des capitaux dans un pays où on ne prête qu'aux très riches. Le soutien vient finalement de la SIDI, Société d'Investissement pour le Développement International, filiale du CCFD<sup>5</sup>.

C'est donc en 1990 que Tizi-Randonnées est prête à fonctionner. A la différence des autres agences qui ont leur

bus permettent de classiques circuits des villes impériales, toujours avec le souci de contacts avec la population locale

Préoccupation de rencontres, donc, et participation au développement des régions traversées. «Notre principe», explique Nouredine, «c'est que le passage des touristes doit contribuer à l'organisation des villages. Nous essayons de générer un peu d'activités pour les populations locales. Les repas, la location des mulets, le salaire des muletiers, la vente de produits artisanaux comme les tapis berbères, laissent quelques revenus. L'hébergement permet également aux marcheurs de se rendre compte de la situation des gens<sup>6</sup>. C'est ainsi que Tizi-Rando a déjà œuvré, avec des ONG espagnoles et marocaines, au développement de deux villages de montagne dans le Rif, à Lebra, petit village isolé à trois heures de

muletier ou comme guide, et l'ouverture aux discussions sur les difficultés de vivre en ville ou à l'étranger, motivent les jeunes à rester dans leurs régions reculées.

Tizi-Rando a assumé pendant quelques années la présidence de Trans-Maroc qui regroupe les agences marocaines de tourisme en montagne et, en organisant des colloques, essai de faire partager sa philosophie solidaire. La concurrence des agences étrangères est dure: n'ayant pas forcément un souci de développement, elles peuvent pratiquer des prix plus bas<sup>7</sup>. Tizi-Randonnées ne regrette pas son choix. Il lui semble normal que les habitants du Nord de la Méditerranée participent au

développement du Sud tout en s'enrichissant de la chaleur de l'inestimable amitié marocaine

Marie-Jo Fressard  
Association Solidarité  
Maroc 05  
Boutique Art du Monde  
76, rue Jean Eymar 05000 Gap

Pour tout contact et renseignement  
TIZI-RANDONNEES  
46 avenue My Abderrahmane (No1)  
KENITRA 1400 MAROC  
Tel. (00 212 3) 7 37 53 54 / 7 36 09 81  
Fax (00 212 3) 7 37 40 09  
E mail: tizirando@lam.net.ma  
Site: www.tizirando.com

4 Atac-Maroc maroc@atac.org  
5 CCFD, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement  
6 «Tizi-Randonnées: l'art de la rencontre», FDM (Magazine CCFD, mai 2000)

7 Avec Tizi, la Journée de randonnée se paie 260 à 300 FF (voyage en avion non compris)

## RUSSIE

### Le pouvoir et les intellectuels

Il y a tout juste treize ans, en mars, ce mois affreux qui n'arrive pas à se décider entre l'hiver et le printemps, un des clubs d'écrivains de Moscou, «Le destin de l'homme», avait réussi à inviter Boris Eltsine, le président élu, à l'incertain de son avenir, à participer à une conférence pour faire le bilan de toute une époque et du destin de l'homme qui l'a tant marquée.

La salle de la Maison centrale des gens de Lettres à Moscou qui, il y a treize ans, refusait du monde était cette fois-ci presque vide. Une centaine de visiteurs, pas plus, chacun pouvant disposer d'une dizaine de chaises. Bien que Eltsine n'ait pas répondu à l'invitation, on l'a attendu jusqu'à la dernière minute. Mais ni l'ex-président de la Russie ni ses anciens collaborateurs, dont les noms étaient annoncés sur les affiches, ne se sont présentés. La soirée promettait de ne pas être franchement passionnante mais je décidai d'écouter quand même deux ou trois interventions.

Parmi les huit personnes qui occupaient la scène, deux seulement, Anatoly Saïoutski et Youri Arakheev, étaient largement connus en Russie par leurs œuvres littéraires. Mais comme depuis des années, on n'entendait plus parler de leurs nouveaux livres, pour moi c'était une bonne occasion de constater qu'ils étaient toujours en vie. Il y avait encore quatre «hommes de Lettres»: un académicien (sans préciser le nom de l'Académie alors qu'il y en a une vingtaine chez nous, jusqu'à l'Académie de l'art de la coiffure),

un ingénieur, un juriste et un colonel. C'est que dans les années soviétiques, être admis à l'Union des écrivains permettait de bénéficier d'une aide de l'État pour vivre de sa plume. Enfin, deux «femmes de Lettres», Lilia Beliakova et Irina Strelkova, largement connues par leurs articles d'actualité dans les colonnes de la «Pravda». Mme Beliakova, qui annulait cette soirée, avait une voix si forte que j'attendais avec impatience qu'elle se mette à chanter, plutôt que de crier. Mais c'était peut-être l'effet de la salle presque vide, plus on faisait du bruit, plus grand était l'écho qui répondait, seul, aux intervenants, particulièrement en l'absence des opposants qui auraient dû être les héros de la fête.

Notre club, «Le destin de l'homme», est né en 1986 sous Gorbatchev, au moment de l'éclatement de l'Union des écrivains de l'URSS. La scission du monde littéraire en deux camps irréconciliables a précédé celle de toute l'intelligentsia russe; on a aujourd'hui les soi-disant «démocrates», d'un côté, et les «patriotes», de l'autre. Même si on refuse, comme nous, ces étiquettes, il suffit d'exprimer